

# Interview du Ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à RFI

Quai d'Orsay, 7 novembre 1994

(Biarritz, 7 novembre 1994)

France - Afrique - prévention des conflits -  
Rwanda

Q - La Baule, c'était l'appel à la démocratie. Libre-ville celui à la bonne gestion démocratique, la bonne gestion tout court. Qu'est-ce que sera Biarritz ?

R - A Biarritz, nous souhaitons avoir une réflexion sur la prévention des conflits et le règlement des conflits en Afrique. Inutile de souligner à quel point la situation dans plusieurs pays est préoccupante. Nous avons vécu tout au long de cette année le drame du Rwanda. La France a assumé ses responsabilités. Il faut maintenant réfléchir avec nos amis africains à la manière de monter un dispositif qui permette de prévenir plutôt que de guérir, ce sera donc un des grands sujets de conversation de Biarritz.

Nous n'arrivons pas ici avec des idées toutes faites, je crois que l'intérêt de ce Sommet c'est précisément d'avoir des échanges très informels et j'espère qu'il pourra en sortir ensuite des orientations précises.

Processus de démocratisation - dévaluation du franc CFA

Ce Sommet de Biarritz est aussi la confirmation de la démocratisation en Afrique. Vous parliez tout à l'heure de La Baule, je pense que depuis on a fait beaucoup de progrès. On a fait d'abord des progrès dans nos propres réflexions. Que faut-il entendre par démocratisation ? La démocratisation, ce ne sont pas simplement des élections, c'est parfois dans les situations les plus conflictuelles la constitution du gouvernement d'Union nationale et des mécanismes de réconciliation de l'ensemble des parties. C'est aussi une avancée propre à chaque pays. On a vu que dans ce domaine des progrès substantiels avaient été ac-

complis. Et puis enfin Biarritz sera aussi une réflexion sur la situation économique, sur l'après-dévaluation, là encore il y a des raisons d'optimisme mesuré et raisonné.

Rwanda

Q - En deux mots, vous avez parlé Rwanda et démocratisation. Sur le Rwanda, beaucoup s'étonnent, y compris parmi des chefs d'Etat africains que nous avons reçus, de l'absence du nouveau Président rwandais. Pourquoi ?

R - Il n'y a pas eu de demande formelle et puis nous souhaitons voir un peu comment les choses évoluent à Kigali.

Q - C'est à dire que pour l'instant, vous n'êtes pas satisfait ?

R - Vous savez, beaucoup de propos ont été tenus, il faut essayer de les clarifier. Je m'inquiète en particulier du retard mis à la constitution du Tribunal international qui avait été présenté à juste titre, il y a quelques semaines, comme une exigence forte pour y voir plus clair dans la situation. On perd un peu de temps. Donc j'espère qu'on pourra progresser. C'est la raison pour laquelle il nous est apparu prématuré ici à Biarritz de lancer des invitations.

Zaïre

Q - Sur la démocratisation, un étonnement chez certains sur la présence du Maréchal Mobutu qui n'était pas le bienvenu en France ces trois dernières années et chez qui aucune élection n'a eu lieu ?

R - Permettez-moi de m'étonner de cet étonnement parce qu'il ne faut pas dans la vie s'entêter. Pourquoi la communauté internationale s'entêterait alors que les choses évoluent au Zaïre ? L'opposition a aujourd'hui engagé un dialogue avec la mouvance présiden-

tielle et la meilleure preuve en est la constitution d'un gouvernement dirigé par un homme que j'ai eu l'occasion de recevoir à Paris et qui m'a fait d'ailleurs la meilleure impression par sa sagesse et sa bonne conscience des grandes difficultés qui accablent le Zaïre et qui appartenait à l'opposition. Donc le processus de démocratisation, là aussi le partage du pouvoir et de réconciliation nationale est en marche. Alors pourquoi ne pas en tenir compte ?

Ex-Yougoslavie – Bosnie

Q – Une dernière question, c'est la Bosnie. Les forces bosniaques contre-attaquent en ce moment dans la poche de Bihac. Est-ce que vous ne craignez pas que cela remette en cause tout le processus et la FORPRONU elle-même ?

R – Je regrette ces opérations guerrières. Les autorités de Sarajevo ont accepté le plan de paix proposé à Genève. Il est vrai que les Bosno-serbes l'ont refusé. Donc il ne faut pas mettre tout le monde sur le même pied. Ce sont les Bosno-serbes qui sont responsables de la situation par leurs refus.

Cela dit, l'offensive guerrière n'est pas la bonne solution. C'est par la voie diplomatique, par le travail du groupe de contact, par les pressions que nous sommes en train d'exercer, par l'isolement des autorités de Pale et non pas par l'offensive guerrière qu'on arrivera à un règlement du conflit./.